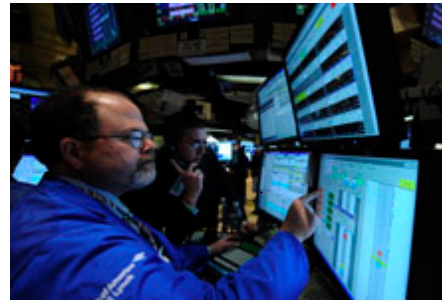


Bulletin du FMI

RAPPORT SUR LA STABILITÉ FINANCIÈRE DANS LE MONDE

Une situation financière plus stable, mais de nouveaux problèmes

Bulletin du FMI en ligne
26 janvier 2010



Les marchés financiers ont rebondi depuis les creux de mars 2009, mais les pouvoirs publics restent confrontés à des problèmes (photo: Newscom)

- Globalement, la situation financière est devenue plus stable, mais il faut du crédit pour soutenir la reprise
- Les émissions de dette souveraine pourraient évincer les emprunteurs privés
- Le nouveau dispositif réglementaire doit trouver un équilibre entre sécurité et dynamisme

L'économie mondiale sort enfin de la crise financière, selon le FMI.

Les marchés financiers ont rebondi depuis les creux qui ont suivi l'effondrement de la société d'investissement Lehman Brothers en 2008, grâce à l'amélioration de la situation économique et aux mesures de grande envergure prises par les banques centrales et les gouvernements, selon la mise à jour du rapport du FMI sur la stabilité financière dans le monde ([Global Financial Stability Report \(GFSR\)](#)).

En dépit des dégagements récents, l'appétit pour le risque se manifeste de nouveau, les marchés boursiers ont amorcé une reprise et les marchés de capitaux recommencent à fonctionner, a déclaré José Viñals, Directeur du Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI lors d'une conférence de presse le 26 janvier.

Toutefois, les pouvoirs publics restent confrontés à une tâche extraordinaire : ils doivent s'affranchir du soutien budgétaire, monétaire et financier sans précédent qu'ils ont accordé pour éviter un effondrement de leurs économies, de leurs établissements financiers et de leurs marchés.

Les pouvoirs publics doivent rétablir la santé de systèmes bancaires qui restent encombrés d'actifs compromis et veiller à ce que l'inversion de l'effet de levier dans les banques ne compromette pas la reprise naissante en renforçant les bilans, ainsi qu'en restructurant les banques affaiblies et en fermant les établissements insolubles pour que le crédit circule de nouveau. Ils doivent aussi modifier le contrôle et la réglementation de manière à ce que le système financier soit plus sûr et plus résistant.

Par ailleurs, la lourde dette que les pouvoirs publics ont contractée pour lutter contre le ralentissement économique pourrait évincer les emprunteurs privés et poser d'autres problèmes pour le rétablissement des marchés financiers mondiaux, note le FMI. Les pouvoirs publics ont beaucoup dépensé pour compenser le fléchissement de la demande

privée et intervenir sur les marchés financiers, par exemple en transférant des actifs à risque sur les bilans publics et en investissant dans des établissements en difficulté.

Le rapport du FMI présente trois problèmes pour la stabilité financière qui résultent de la hausse des déficits budgétaires et du transfert des risques privés :

- Les émissions de dette publique pourraient s'opérer au détriment de la croissance du crédit du secteur privé, en poussant progressivement les taux d'intérêt à la hausse pour les emprunteurs privés et en ralentissant la reprise économique. Cela pourrait se produire particulièrement si la demande de crédit privé augmentait, alors que les banques auraient encore du mal à prêter, d'autant que les mesures de soutien financier seraient retirées.
- Une augmentation rapide des taux d'intérêt sur la dette publique pourrait avoir des retombées négatives sur un large éventail d'institutions financières et sur la reprise, les taux de la dette souveraine étant redéfinis.
- Une perte considérable de confiance des investisseurs à l'égard de certains émetteurs souverains est possible. Ce serait sans doute un problème localisé, mais on ne saurait exclure un risque de propagation à d'autres pays et marchés, ainsi qu'une onde de choc dont souffrirait la confiance.

Pour réduire les risques du secteur public, le FMI souligne qu'il importe de mener une politique budgétaire appropriée à moyen terme.

Par ailleurs, les pouvoirs publics doivent être conscients de l'importance du moment choisi pour retirer leur soutien. S'ils agissent trop vite, la reprise pourrait avorter ; s'ils agissent trop tard, ils risquent de provoquer de l'inflation et de ranimer une bulle des actifs, une crainte déjà présente dans certains pays émergents.

M. Viñals a noté que le moment idéal varie d'un pays à l'autre. Dans les pays avancés et les pays émergents où la reprise est fragile, le retrait sera un peu plus lent que dans les pays émergents qui rebondissent déjà plus rapidement.

Alors que les pouvoirs publics doivent s'affranchir de leurs mesures extraordinaires, ils doivent aussi avoir pour objectif de mettre en place un système financier qui concilie le besoin de sécurité et celui d'encourager suffisamment d'innovation et de dynamisme pour soutenir une croissance durable, selon le rapport.

Les pouvoirs publics doivent apporter des changements rapidement, pour réduire au minimum une incertitude débilante, mais pas sans avoir étudié comme il convient les effets des nouvelles réglementations. Par ailleurs, tous les pays doivent coordonner l'application des nouveaux dispositifs réglementaires pour éviter que les règles du jeu ne changent d'un endroit à l'autre et prévenir les risques d'arbitrage réglementaire, autant de phénomènes qui pourraient compromettre la stabilité financière, note le FMI.